

Michel
Bosquet
(André
Gorz)

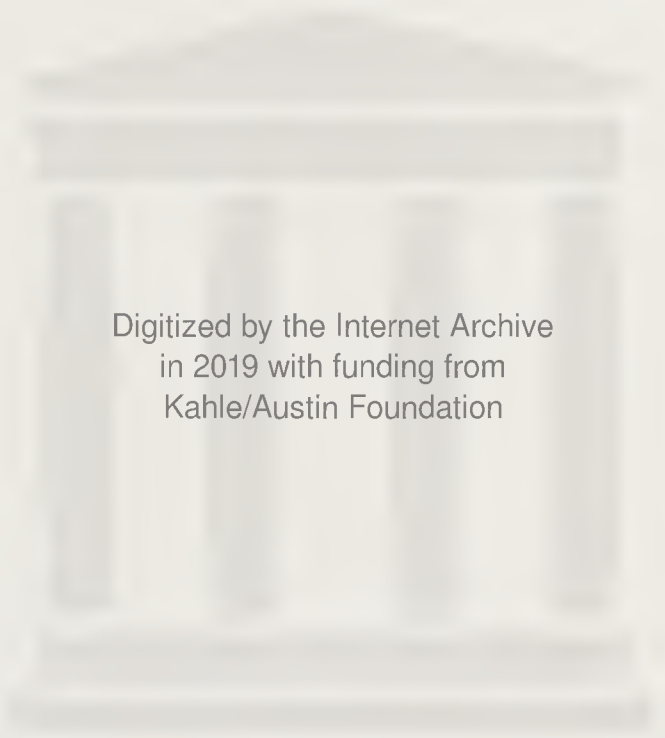
*Écologie
et
Liberté*

éditions galilée

NUNC COGNOSCO EX PARTE



THOMAS J. BATA LIBRARY
TRENT UNIVERSITY



Digitized by the Internet Archive
in 2019 with funding from
Kahle/Austin Foundation

2001 3 11
9/10

R. C.

collection dirigée
par André Gorz

écologie
et
liberté

DU MEME AUTEUR

Le Traître (préface de Jean-Paul Sartre), 1958, Seuil.

La Morale de l'histoire, 1959, Seuil.

Stratégie ouvrière et néocapitalisme, 1964, Seuil.

Le Socialisme difficile, 1967, Seuil.

Réforme et révolution, 1969, Seuil.

Critique de la division du travail (ouvrage collectif), 1973, Seuil.

Critique du capitalisme quotidien, 1973, Galilée.

Ecologie et politique, 1975, Galilée.

Fondements pour une morale, 1977, Galilée.

michel bosquet
(andré gorz)

écologie
et
liberté

éditions galilée

HD83. G668 1977

Tous droits de traduction, de reproduction
et d'adaptation réservés pour tous les pays,
y compris l'U. R. S. S.

© Editions Galilée, 1977

9, rue Linné, 75005 Paris

ISBN 2-7186-0067-5

à Brice

AVERTISSEMENT

L'auteur de cet opuscule a utilisé jusqu'ici deux noms différents : l'un, qui lui fut donné il y a vingt-cinq ans par son premier employeur, pour signer des articles de presse dont, longtemps, le genre fut difficilement conciliable avec des analyses de fond ; l'autre pour signer des travaux qui, longtemps, furent difficilement traduisibles en style journalistique.

Sur des questions liées à l'écologie au sens large, le travail journalistique et la réflexion de fond ont fini par se prolonger jusqu'à se confondre. D'où la double signature.

I. *Le réalisme écologique*

Le capitalisme de croissance est mort. Le socialisme de croissance, qui lui ressemble comme un frère, nous reflète l'image déformée non pas de notre avenir mais de notre passé. Le marxisme, bien qu'il demeure irremplaçable comme instrument d'analyse, a perdu sa valeur prophétique.

Le développement des forces productives, grâce auquel la classe ouvrière devait pouvoir briser ses chaînes et instaurer la liberté universelle, a dépossédé les travailleurs de leurs dernières parcelles de souveraineté, radicalisé la division entre travail manuel et intellectuel, détruit les bases ma-

térielles d'un pouvoir des producteurs.

La croissance économique, qui devait assurer l'abondance et le bien-être à tous, a fait croître les besoins plus vite qu'elle ne parvenait à les satisfaire, et abouti à un ensemble d'impasses qui ne sont pas économiques seulement : le capitalisme de croissance est en crise non seulement parce qu'il est capitaliste mais aussi parce qu'il est de croissance.

On peut imaginer toute sorte de palliatifs à l'une ou l'autre des impasses dont cette crise résulte. Mais sa nouveauté est qu'elle sera aggravée à terme par chacune des solutions partielles et successives par lesquelles on prétend la surmonter.

Car tout en présentant toutes les caractéristiques d'une crise de suraccumulation classique, la crise actuelle présente aussi des dimensions nouvelles que, à des rares exceptions près, les marxistes n'avaient pas prévues, et auxquelles ce qu'on entendait jusqu'ici par « socialisme » ne contient pas

la réponse : crise du rapport des individus à l'économie lui-même ; crise du travail ; crise de notre rapport avec la nature, avec nos corps, avec l'autre sexe, avec la société, avec notre descendance, avec l'histoire ; crise de la vie urbaine, de l'habitat, de la médecine, de l'école, de la science.

Nous savons que notre mode de vie actuel est sans avenir ; que les enfants que nous allons mettre au monde n'utiliseront plus, dans leur âge mûr, ni l'aluminium, ni le pétrole ; que, en cas de réalisation des actuels programmes nucléaires, les gisements d'uranium seront alors épuisés.

Nous savons que notre monde va finir ; que, si nous continuons comme par devant, les mers et les fleuves seront stériles, les terres sans fertilité naturelle, l'air étouffant dans les villes et la vie un privilège auquel seuls auront droit les spécimens sélectionnés d'une nouvelle race humaine, adaptée par conditionnements chimiques et programmation génétique à la nouvelle niche

écologique que les ingénieurs biologistes auront synthétisée pour elle.

Nous savons que, depuis cent cinquante ans, les sociétés industrialisantes vivent du pillage accéléré de stocks dont la constitution a demandé des dizaines de millions d'années et que, jusqu'à ces tout derniers temps, les économistes, qu'ils fussent classiques ou marxistes, ont rejeté comme « régressives » ou comme « réactionnaires » les questions concernant l'avenir à très long terme : celui de la planète, celui de la biosphère, celui des civilisations. « A long terme, nous serons tous morts », disait Keynes, pour expliquer par une boutade que l'horizon temporel de l'économiste n'avait pas à dépasser les dix ou vingt prochaines années : « la science », nous assurait-on, découvrirait de nouvelles voies, les ingénieurs de nouveaux procédés encore insoupçonnés aujourd'hui.

Mais la science et la technologie ont fini

par faire cette découverte capitale : toute activité productive vit des emprunts qu'elle fait aux ressources limitées de la planète et des échanges qu'elle organise à l'intérieur d'un système fragile d'équilibres multiples.

Il ne s'agit point de diviniser la nature ni de « retourner » à elle, mais de prendre en compte ce fait : l'activité humaine trouve en la nature sa limite externe et à ignorer cette limite, on provoque des retours de bâton qui prennent, dans l'immédiat, ces formes discrètes, encore si mal comprises : nouvelles maladies et nouveaux mal-être ; enfants inadaptés (à quoi ?) ; baisse de l'espérance de vie ; baisse des rendements physiques et de la rentabilité économique ; baisse de la qualité de la vie bien que le niveau de consommation soit en hausse.

La réponse des économistes consistait essentiellement, jusqu'ici, à traiter d'utopistes et d'irresponsables ceux qui constataient ces symptômes d'une crise des rapports profonds avec la nature, dans lesquels

l'activité économique trouve sa condition première. Le plus loin que l'économie politique soit allée a été d'envisager la croissance zéro des consommations physiques. Un seul économiste, Nicholas Georgesco-Roegen, a eu le bon sens de constater que, même stabilisée, la consommation de ressources limitées finira inévitablement par les épuiser complètement, et que la question n'est donc point de ne pas consommer de plus en plus, mais de consommer de moins en moins : il n'y a pas d'autre moyen de ménager les stocks naturels pour les générations futures.

C'est cela, le réalisme écologique.

On lui objecte habituellement que l'arrêt ou l'inversion de la croissance perpétuerait ou même aggraverait les inégalités et entraînerait une détérioration de la condition matérielle des plus pauvres. Mais où donc a-t-on pris que la croissance efface les inégalités ? Les statistiques montrent le contraire. Fera-t-on valoir que ces statisti-

ques ne s'appliquent qu'aux pays capitalistes et qu'un régime socialiste instaurerait plus de « justice sociale » ? Mais dans ce cas, pourquoi alors y aurait-il besoin de produire toujours plus ? Pourquoi n'obtiendrait-on pas une amélioration des conditions et du niveau de vie en tirant un meilleur parti des ressources disponibles ; en produisant autre chose, autrement ; en supprimant les gaspillages ; en veillant à ne point produire socialement des choses si dispendieuses que jamais elles ne seront accessibles à tous ; ni des choses si encombrantes ou polluantes que leurs nuisances l'emporteront sur leurs avantages dès le moment où la majorité s'en servira ?

Tous ceux qui, à gauche, refusent d'aborder sous cet angle la question d'une équité sans croissance, démontrent que le socialisme, pour eux, n'est que la continuation par d'autres moyens des rapports sociaux et de la civilisation capitalistes, du mode de vie et du modèle de consommation

bourgeois (dont la bourgeoisie intellectuelle, d'ailleurs, se détourne la première, sous l'influence de ses filles et de ses fils).

L'utopie ne consiste pas, aujourd'hui, à préconiser le bien-être par la décroissance et la subversion de l'actuel mode de vie ; l'utopie consiste à croire que la croissance de la production sociale peut encore apporter le mieux-être, et qu'elle est matériellement possible.

II. *Economie politique et écologie*

L'économie politique comme discipline spécifique ne s'applique ni à la famille ni aux communautés assez petites pour régler d'un commun accord le mode de coopération des individus et leurs échanges de biens et de services. L'économie politique ne commence que là où la coopération et la réciprocité cessent : elle ne commence qu'avec la production *sociale* qui, fondée sur une division *sociale* du travail, est réglée par des mécanismes *extérieurs* à la volonté et à la conscience des individus : par les mécanismes du marché ou du Plan d'Etat (ou une combinaison des deux).

L'*homo oeconomicus*, c'est-à-dire l'individu abstrait qui sert de support aux raisonnements économiques, a cette caractéristique de ne pas consommer ce qu'il produit et de ne pas produire ce qu'il consomme. Par conséquent, il ne se pose jamais de questions de qualité, d'utilité, d'agrément, de beauté, de bonheur, de liberté et de morale, mais seulement des questions de valeur d'échange, de flux, de volumes quantitatifs et d'équilibre global.

L'économiste ne s'occupe donc pas de ce que les individus pensent, sentent et désirent, mais seulement des processus matériels, indépendants de leur volonté, que leurs activités engendrent dans un milieu (social) aux ressources limitées.

Il est impossible de faire découler de l'économie politique une morale. Marx a été l'un des premiers à le comprendre. L'alternative qu'il voyait était, très schématiquement, la suivante :

— ou bien les individus parviennent à se

regrouper et, pour soumettre les processus économiques à leur volonté commune, remplacent la division sociale du travail par la coopération volontaire des producteurs associés ;

— ou bien les individus demeurent dispersés et divisés : dans ce cas, les processus économiques anéantiront leurs buts et, tôt ou tard, un Etat fort leur imposera d'autorité, en vue de ses buts extérieurs à lui, la coopération dont ils ont été incapables par eux-mêmes en vue de buts communs qui leur fussent propres. « Socialisme ou barbarie. »

L'écologiste est vis-à-vis de l'activité économique dans la même position que l'économiste vis-à-vis des activités individuelles ou communautaires :

L'écologie comme discipline spécifique ne s'applique ni aux communautés ni aux peuples dont la manière de produire n'a pas, sur le milieu ambiant, d'effets durables ou irrémédiables : les ressources naturelles

y paraissent infinies, l'impact de l'activité humaine négligeable. Dans les meilleurs cas, le souci de ménager la nature est, de même que le souci de vivre sainement (« l'hygiène »), partie intégrante de la culture populaire.

L'écologie n'apparaît comme discipline séparée que lorsque l'activité économique détruit ou perturbe durablement le milieu ambiant et, de ce fait, compromet la poursuite de l'activité économique elle-même, ou en change sensiblement les conditions. L'écologie s'occupe des conditions que l'activité économique doit remplir et des limites externes qu'elle doit respecter pour ne pas provoquer des effets contraires à ses buts ou même incompatibles avec sa propre continuation.

De même que l'économie s'occupait des contraintes en extériorité que les activités individuelles font surgir lorsqu'elles produisent des résultats *collectifs* non voulus, de même l'écologie s'occupe des contraintes

en extériorité que fait surgir l'activité économique lorsqu'elle produit, dans le milieu ambiant, des altérations qui bouleversent ses calculs.

De même que l'économie se trouve au-delà de la sphère de la réciprocité et de la coopération volontaire, de même l'écologie se trouve au-delà de la sphère de l'activité et du calcul économiques, mais *sans l'englober* : il n'est pas vrai que l'écologie soit une rationalité supérieure qui subsumerait celle de l'économie. L'écologie a une rationalité *différente* : elle nous fait découvrir les limites de l'efficacité de l'activité économique et les conditions extra-économiques de celle-ci. Elle nous fait découvrir, en particulier, que l'effort économique pour venir à bout de raretés *relatives* engendre, passé un certain seuil, des raretés *absolues et insurmontables* : les rendements deviennent négatifs, la production détruit plus qu'elle ne produit. Cette inversion apparaît quand l'activité économique empiète sur

l'équilibre des cycles élémentaires et/ou détruit des ressources qu'elle est incapable de régénérer ou de reconstituer.

A ce genre de situation, le système économique a toujours répondu jusqu'ici par des efforts supplémentaires de production : il cherche à combattre par des productions accrues les raretés engendrées par une production accrue. Il ne voit pas (nous y reviendrons encore) que, ce faisant, il aggrave nécessairement les raretés : que, passé un certain seuil, les mesures en faveur de la circulation automobile aggravent les encombrements ; que la croissance de la consommation de médicaments accroît la morbidité tout en la déplaçant ; que la croissance de la consommation d'énergie engendre des pollutions qui, faute d'être combattues à la source, entraîneront une nouvelle augmentation de la consommation d'énergie, elle-même polluante, et ainsi de suite.

Pour comprendre et attaquer ces

« contreproductivités », il faut rompre avec la rationalité économique ¹. C'est ce que fait l'écologie : elle nous révèle que la réponse aux raretés, nuisances, encombrements et impasses de la civilisation industrielle doit être cherchée souvent non dans un accroissement mais dans une limitation ou une réduction de la production matérielle. Elle démontre qu'il peut être plus efficace et « productif » de ménager les stocks naturels que de les exploiter, de soutenir les cycles naturels que d'intervenir en eux.

Il est toutefois impossible de faire découler de l'écologie une morale. Ivan Illich a été parmi les premiers à la comprendre. L'alternative qu'il voit est, schématiquement, la suivante :

1. Sur les différents niveaux de la contreproductivité, voir : Ivan Illich, *Némésis médicale*, pp. 83-100 (Le Seuil, 1975) ; et Jean-Pierre Dupuy et Jean Robert, *La Trahison de l'opulence* (Le Seuil, 1976).

— ou bien nous nous regroupons pour imposer à la production institutionnelle et aux techniques, des limites qui ménagent les ressources naturelles, préservent les équilibres propices à la vie, favorisent l'épanouissement et la souveraineté des communautés et des individus. C'est l'option conviviale ;

— ou bien les limites nécessaires à la préservation de la vie seront calculées et planifiées centralement par des ingénieurs écologistes, et la production programmée d'un milieu de vie optimal sera confiée à des institutions centralisées et à des techniques lourdes. C'est l'option technofasciste, sur la voie de laquelle nous sommes déjà plus qu'à moitié engagés ². « Convivialité ou technofascisme. »

2. Cf. dans Ivan Illich, *La Convivialité*, p. 154, ces remarques qui, sans le nommer, visent sans doute le Club de Rome : « Une élite organisée, opposée à la croissance au nom de principes abstraits, est probablement en forma-

L'écologie, à la différence de l'écologisme, n'implique donc pas le rejet des solutions autoritaires, technofascistes. Il importe d'en être conscient. Le rejet du technofascisme ne procède pas d'une science des équilibres naturels mais d'une option politique et de civilisation. L'écologisme *utilise* l'écologie comme le levier d'une critique radicale de cette civilisation et de cette société. Mais l'écologie peut aussi être utilisée pour l'exaltation de l'ingénierie appliquée aux systèmes vivants.

tion. Mais (...) elle est l'antidote industriel à l'imagination révolutionnaire. En incitant la population à accepter une limitation de la production industrielle sans mettre en question la structure de base de la société industrielle, on donnerait obligatoirement plus de pouvoir aux bureaucrates qui optimisent la croissance et on en deviendrait soi-même l'otage. La production stabilisée de biens et services très rationalisés et standardisés éloignerait encore plus de la production conviviale que ne le fait la société industrielle de croissance. » Voir aussi *Némésis médicale*, pp. 124-130.

III. *Ecologisme et autogestion*

Le fait de préférer les systèmes naturels et leurs équilibres autorégulés aux systèmes programmés par des experts et des institutions, ne doit pas être confondu avec un culte quasi-religieux de la Nature. Il n'est pas impossible que des systèmes artificiels soient, à certains égards, supérieurs aux systèmes naturels. La préférence donnée à ceux-ci doit être comprise comme un *choix rationnel*, à la fois politique et éthique : un choix de l'autorégulation décentralisée plutôt que de l'hétérorégulation centrale. La « politique de santé » fournit à cet égard un exemple particulièrement frappant : un paradigme.

La sélection naturelle est le type même de l'autorégulation décentralisée. Elle peut être mise hors circuit par les interventions centrales, de plus en plus efficaces, de l'appareil médico-hospitalier : celui-ci réussit à faire survivre des enfants qui, sans son intervention, mourraient durant les premiers jours ou les premiers mois suivant leur naissance. Ces enfants auront à leur tour des enfants dont une proportion croissante présentera des déficiences ou des maladies héréditaires. En raison de la détérioration accélérée du patrimoine héréditaire qui en résulte, les généticiens recommandent déjà aux gouvernements une politique d'eugénisme : c'est-à-dire une réglementation de la liberté de procréer, de s'accoupler.

L'abolition d'une autorégulation naturelle conduit ainsi à l'introduction d'une réglementation administrative. La sélection naturelle est finalement remplacée par une sélection sociale.

Celle-ci peut, à certains égards, être plus

efficace que celle-là : l'eugénisme empêche la conception d'individus déficients ou non viables, alors que la sélection naturelle ne les élimine qu'après leur conception ou même, souvent, après leur naissance seulement. Mais voilà : la sélection naturelle se fait spontanément, sans aucune intervention programmée. L'eugénisme, en revanche, suppose une technobureaucratie capable d'imposer aux gens le respect des normes administratives qu'elle édicte. L'autorégulation naturelle ne peut être remplacée que par un *pouvoir* réglementaire.

Cet exemple, nullement utopique, a pour but d'illustrer le principe suivant de « l'écologisme » (sinon de l'écologie) : *mieux vaut laisser faire la nature que de la corriger au prix d'une soumission croissante des individus aux institutions, des hommes au pouvoir d'autres hommes*. Car ce que les écologistes reprochent aux ingénieurs des systèmes, ce n'est pas de violer la nature (elle n'est pas sacrée) mais, ce faisant, de

mettre en place de nouveaux instruments de pouvoir.

On le constatera : le choix écologiste est clairement incompatible avec la rationalité capitaliste³. Il est tout aussi incompatible avec le socialisme autoritaire qui, même en l'absence d'une planification centrale de toute l'économie, est le seul qui ait été instauré à ce jour. Le choix écologiste n'est pas incompatible, en revanche, avec le choix socialiste libertaire ou autogestionnaire, mais il ne se confond pas avec lui. Car il se situe à un autre niveau, plus fondamental : celui des présupposés matériels

3. Et pas seulement avec le capitalisme de croissance. La fin de celle-ci ne sonne pas nécessairement le glas de celui-là. Le capitalisme a déjà survécu à de longues périodes de stagnation et de crise : 1874-1893 ; 1914-1939. Il exige l'accumulation de capital mais, quand celle-ci devient structurellement impossible, loin de s'effondrer, il travaille à la rendre possible de nouveau. Ce qui peut exiger des destructions massives de capital et des guerres.

extra-économiques. Ces présupposés sont notamment d'ordre technologique, car la technique n'est pas neutre : elle reflète et détermine le rapport du producteur au produit, du travailleur au travail, de l'individu au groupe et à la société, de l'homme au milieu ; elle est la matrice des rapports de pouvoir, des rapports sociaux de production et de la division hiérarchique des tâches ⁴.

Des choix de société n'ont cessé de nous être imposés par le biais de choix techniques. Ces choix techniques sont rarement les seuls possibles. Ce ne sont pas nécessairement les plus efficaces. Car le capitalisme ne développe que les techniques conformes à sa logique et compatibles avec sa domination. Il élimine les techniques qui ne consolideraient pas les rapports sociaux en vigueur, même quand elles sont plus rationnelles au regard des buts à atteindre. Les rapports capitalistes de production et

4. Cf. A. Gorz et coll., *Critique de la division du travail* (Le Seuil, 1973).

d'échange se sont inscrits dans les technologies que le capitalisme nous lègue.

Sans la lutte pour des technologies différentes, la lutte pour une société différente est vaine : les institutions et les structures de l'Etat sont, dans une large mesure, déterminées par la nature et le poids des techniques. Le nucléaire par exemple, qu'il soit capitaliste ou socialiste, suppose et impose une société centralisée, hiérarchisée et policière.

L'inversion des outils est une condition fondamentale au changement de société : le développement de la coopération volontaire, l'épanouissement et la souveraineté des communautés et des individus supposent la mise en place d'instruments et de méthodes de production

— utilisables et contrôlables au niveau du quartier ou de la commune ;

— génératrices d'une autonomie économique accrue des collectivités locales et régionales ;

- non destructives du milieu de vie ;
- compatibles avec le pouvoir que producteurs et consommateurs associés doivent exercer sur la production et les produits.

Bien sûr, on objectera qu'il n'est pas possible de changer les outils sans changer la société et que, pour cela, il faut prendre le pouvoir d'Etat. Cette objection est juste à condition qu'on n'en conclue pas que le changement de société et la prise du pouvoir d'Etat doivent *précéder* les changements technologiques. Car sans changement des outils, le changement de société restera formel et illusoire. Si la définition, théorique et pratique, de technologies alternatives ; et si la lutte des individus et des communautés pour prendre, individuellement et collectivement, le pouvoir sur leur vie, n'en sont pas le ressort permanent, la prise du pouvoir d'Etat par des socialistes ne changera fondamentalement ni les rapports de pouvoir ni les rapports

des hommes et des femmes entre eux et avec la nature. Le socialisme n'est pas immunisé contre le technofascisme. Il risque, au contraire, d'y basculer d'autant plus facilement qu'il perfectionnera et multipliera les pouvoirs d'Etat sans développer simultanément l'autonomie de la société civile.

C'est pourquoi l'exigence écologiste est, dans sa spécificité, un élément indispensable de la lutte anticapitaliste. Seule la gauche socialiste et autogestionnaire pourrait prendre en charge politiquement cette exigence. Elle n'en est pas encore là, ni dans sa pratique, ni dans son programme. C'est pourquoi le mouvement écologiste doit continuer d'affirmer sa spécificité et son autonomie.

L'exigence écologiste porte sur des préalables fondamentaux. C'est pourquoi elle n'est pas sujette à marchandages. Le socialisme ne vaut pas mieux que le capitalisme s'il se sert des mêmes outils. La domination totale de l'homme sur la nature entraîne

inévitablement une domination de l'homme par les techniques de domination. En l'absence de tout autre choix, mieux vaudrait encore un capitalisme non nucléaire qu'un socialisme nucléaire ; car le premier hypothèquerait moins lourdement l'avenir.

IV. *Ecologie et crise du capitalisme*

Toute production est aussi destruction. Ce fait peut rester masqué aussi longtemps que la production n'opère pas sur les ressources naturelles une ponction irréversible : ces ressources semblent alors inépuisables. Elles se renouvellent d'elles-mêmes : l'herbe repousse, les mauvaises herbes aussi. Les effets de la destruction paraissent entièrement productifs. Mieux : la destruction est la condition même de la production. C'est une tâche sans fin.

Cette tâche est indispensable. La Nature n'est pas bonne pour l'homme. Elle n'est

pas un jardin planté pour lui. La vie humaine sur terre est précaire et, pour s'épanouir, elle a besoin de déplacer certains équilibres de l'écosystème. L'agriculture en est un exemple : elle déplace non seulement l'équilibre entre les espèces végétales mais aussi entre les espèces végétales et animales ; elle implique notamment la lutte contre les parasites et les maladies cryptogamiques, lutte qui peut fort bien être menée par des moyens biologiques : c'est-à-dire en favorisant certaines espèces, dites « utiles », afin qu'elles fassent échec aux espèces dites « nuisibles ». Ce faisant, l'agriculture re-façonne aussi la surface du globe.

La Nature n'est donc pas intangible. Le projet « prométhéen » de la « maîtriser » ou « domestiquer » n'est pas nécessairement incompatible avec le souci écologique. Toute culture (au double sens du terme) empiète sur la Nature et modifie le milieu. La question fondamentale que soulève l'écologie est seulement de savoir :

1^o si les transferts que l'activité humaine impose ou extorque à la nature ménagent les ressources non renouvelables ;

2^o si les effets destructifs de la production n'en dépassent pas les effets productifs en raison des ponctions excessives qu'elle opère sur les ressources renouvelables.

Sous ces deux rapports, la crise économique actuelle présente des caractéristiques qui paraissent indiquer que les facteurs écologiques y jouent un rôle déterminant et aggravant. Cela ne signifie point que ces facteurs doivent être considérés comme les causes premières de la crise : nous avons plutôt affaire à une crise capitaliste de suraccumulation, aggravée par une crise écologique (et, nous le verrons, sociale).

Pour plus de clarté, j'essaierai d'analyser séparément les différents niveaux de cette même crise.

a) *La crise de suraccumulation.* — Dans sa phase avancée, le développement capi-

taliste repose principalement sur le remplacement des ouvriers par des machines, du travail vivant par du travail mort. La machine, en effet, est avant tout du travail qui a été accumulé et comme enseveli sous une forme inerte, morte, capable d'opérer encore en l'absence de l'ouvrier. La machine a coûté cher à construire ; il va falloir rentabiliser l'investissement qu'elle représente, ce qui veut dire : l'investisseur va chercher à en tirer un profit supérieur au prix que l'installation de la machine lui a coûté. Pour autant qu'elle sert à produire ce profit *par l'intermédiaire des ouvriers* qui y travaillent, la machine est un capital. La logique du capital est de chercher à croître.

Croître ou périr : telle est la loi du capital. En effet, sauf en période de crise prolongée, quand toutes les firmes d'une même branche s'entendent pour se répartir le marché et pratiquer les mêmes prix (on appelle cela un cartel), les différentes fir-

mes se concurrencent. Et cela de la manière suivante : chacune cherche à rentabiliser ses machines le plus vite possible afin de pouvoir installer des machines encore plus efficaces : des machines sur lesquelles un même volume de production pourra être assuré par un nombre plus petit d'ouvriers. On appelle cela un « gain de productivité ».

Ainsi, à mesure que le capitalisme avancé se développe, des machines de plus en plus perfectionnées et de plus en plus chères produisent avec le concours d'un nombre de plus en plus faible d'ouvriers de moins en moins qualifiés. Dans la production, le poids des salaires directs diminue, tandis qu'augmente le poids du capital (c'est-à-dire le poids des profits qu'il faut réaliser pour rentabiliser et renouveler les machines) : en termes marxistes, on dit que la « composition organique du capital » augmente. On dit aussi que la production devient de plus en plus

« capitalistique » : elle utilise des quantités croissantes de capital pour assurer un même volume de production. Elle doit donc produire aussi une masse croissante de profit pour remplacer et renouveler les machines, tout en rémunérant les capitaux, en grande partie prêtés par les banques, à un taux d'intérêt satisfaisant pour les prêteurs.

Marx a fait la démonstration que, tôt ou tard, le taux de profit se mettra à baisser : plus on utilise de capital pour produire un même quantum de marchandises, plus le profit qu'on retire de cette production tend à devenir faible en regard de la masse de capital utilisée. Cette masse ne peut pas croître à *l'infini*. C'est là une évidence.

Mais à partir du moment où le taux de profit baisse, tout le système s'enraie : les machines ne peuvent plus être rentabilisées ni, par conséquent, renouvelées à la même cadence qu'auparavant ; donc la production de machines (entre autres) va

diminuer et, de proche en proche, la baisse de la production va faire tache d'huile. En termes marxistes, on parlera de « suraccumulation » : le poids du capital dans la production est devenu si lourd (la composition organique si élevée) que le capital ne peut plus se reproduire à un rythme normal. La valeur des capitaux qui ne rapportent plus de profit suffisant tombe alors à zéro. Ces capitaux vont être détruits : on ferme, par exemple, les usines qui ne peuvent plus utiliser pleinement leurs machines ni donc les rentabiliser. C'est la crise.

Pour l'éviter, les gestionnaires du capitalisme se sont constamment efforcés de contre-carrer la tendance du taux de profit à baisser. A cette fin, deux moyens s'offraient à eux :

— accroître la quantité de marchandises vendues ;

— accroître non la quantité mais le prix (la valeur d'échange) des marchan-

disés, en les rendant de plus en plus sophistiquées.

Ces deux moyens ne sont évidemment pas exclusifs l'un de l'autre. On peut, en particulier, accroître les ventes en rendant les produits moins durables, donc en forçant les gens à en changer plus souvent. En même temps, on peut rendre ces produits plus sophistiqués et plus chers.

C'est cela, la consommation « opulente » : elle assure la croissance *capitaliste* sans pour autant assurer ni la croissance des satisfactions, ni la croissance du nombre de choses réellement utiles (des « valeurs d'usage ») dont les gens disposent à un moment déterminé. Au contraire : il faut une quantité croissante de produits pour assurer un même degré de satisfaction des besoins. Des quantités croissantes d'énergie, de travail, de matières et de capital sont « consommées » sans que les gens s'en trouvent beaucoup mieux. La production se fait de plus en

plus destructive et gaspilleuse ; la destruction des produits est intégrée dans leur conception, leur usure est programmée.

C'est ainsi que nous avons assisté au remplacement du fer blanc par l'aluminium, qui demande quinze fois plus d'énergie ; au remplacement des transports ferroviaires par des transports routiers, qui consomment six à sept fois plus d'énergie tout en s'usant beaucoup plus vite ; à la disparition des objets vissés ou boulonnés au profit des objets soudés ou sertis et donc impossibles à réparer ; à l'abaissement de la durée de vie des cuisinières et réfrigérateurs à environ six ou sept ans ; au remplacement des fibres naturelles et du cuir par des matières synthétiques peu durables ; à la généralisation des emballages perdus, aussi coûteux en énergie que les emballages consignés en verre inusable ; à l'introduction des tissus et de la vaisselle jetables ; à la construction d'immeubles-tours en aluminium et verre, dont

la réfrigération en été consomme autant d'énergie que le chauffage en hiver, etc.

Ce type de croissance constituait une fuite en avant, non une solution durable : il cherchait à éviter la baisse du taux de profit et la saturation du marché par la circulation accélérée du capital et l'usure accélérée des produits. Nous verrons qu'il créait des effets contraires à ses buts (que les économistes appellent « encombrements » et « désutilités ») et qu'il provoquait de nouvelles raretés *relatives*, de nouvelles insatisfactions et formes de pauvreté.

Ce qui importe pour le moment, c'est que cette fuite en avant qui, de toute manière, devait déboucher sur une crise économique, s'est terminée à *l'occasion* de la crise du pétrole. Celle-ci n'a pas *causé* la dépression économique ; elle a déclenché et révélé une dépression qui couvait depuis plusieurs années. Surtout, elle a fait toucher du doigt le fait que le développe-

ment capitaliste avait provoqué des raretés *absolues* : en essayant de surmonter les obstacles *économiques* à la croissance, le développement capitaliste avait fait naître des obstacles *physiques*.

b) *La crise de reproduction*. — En régime capitaliste, la rareté absolue se manifeste normalement par l'explosion des prix avant de se manifester comme pénurie. Selon le dogme de l'économie libérale (ou néolibérale), l'augmentation d'un prix par suite d'une rareté provoque une augmentation de la production du bien rare : car la production de ce bien est devenue plus rentable. Ce raisonnement suppose toutefois que le bien rare soit *productible*. Or les raretés qui se sont aggravées à partir du milieu des années 1960 concernaient principalement des biens *non productibles* : il ne dépendait pas de l'activité humaine que ces biens fussent disponibles en plus grandes quantités : ils étaient rares parce qu'ils étaient rares.

Il en allait ainsi de l'espace dans les régions les plus industrialisées ; de l'air, de l'eau, de la fertilité naturelle du sol ; des forêts, des poissons, d'un nombre croissant de matières premières. L'explosion des prix a aggravé la crise économique ou accéléré sa venue ; car elle a contribué de deux manières à la baisse du taux de profit :

1^o Lorsque l'espace, l'air et l'eau deviennent rares, il est impossible de les produire en quantités plus grandes, quel que soit le prix qu'on y mette. Il est seulement possible de faire servir une seconde fois (ou une $(n+1)^e$ fois) l'espace, l'air et l'eau dont d'autres se sont déjà servis. S'agissant de l'espace, cela veut dire qu'on va construire en hauteur et en profondeur, ou qu'on va racheter de plus en plus cher aux agriculteurs des terres sur lesquelles construire des usines, des cités et des routes. S'agissant de l'air et de l'eau, cela veut dire qu'il faudra les recycler. Cette néces-

sité se présente non seulement au Japon mais aussi dans la vallée du Rhin : l'industrie chimique allemande a renoncé à agrandir ses installations en raison des investissements trop élevés que le nécessaire recyclage de l'air et de l'eau aurait exigé.

La nécessité d'un tel recyclage a une signification économique précise : elle révèle qu'il faut désormais *reproduire* ce qui, jusqu'ici, était abondant et gratuit. L'air et l'eau, notamment, doivent être traités comme des moyens de production parmi d'autres : il faut investir dans des installations de dépollution qui redonnent à l'air et à l'eau certaines de leurs qualités primitives. La conséquence de cette nécessité est une augmentation supplémentaire de la composition organique du capital (c'est-à-dire du poids du capital par quantum de marchandises produites). Et à cette augmentation de la composition organique ne peut correspondre aucune augmentation

de la production *marchande* : l'air et l'eau qu'un trust chimique recycle ou dépollue après usage ne peuvent être vendus. La tendance à la baisse du taux de profit se trouve donc aggravée. La rentabilisation du capital a rencontré des *limites physiques*. Ce ne sont pas les seules.

2^o L'épuisement des gisements les plus accessibles, donc les moins onéreux à exploiter, va être une seconde limite physique à la capacité du capital à se rentabiliser. En effet, de nouveaux gisements de matières premières ne peuvent être découverts et exploités qu'au prix d'investissements beaucoup plus lourds que par le passé. Le financement de ces investissements suppose un prix élevé des produits de base. Le prix élevé des produits de base, toutefois, pèse sur les taux de profit des industries de transformation en une période où ceux-ci tendent déjà à décliner pour les raisons précédemment indiquées.

Qui plus est, la prospection et l'extrac-

tion minières exigeront demain des investissements encore plus élevés qu'aujourd'hui. En prévision du renchérissement rapide des matières premières qui s'ensuivra, l'industrie de transformation doit développer dès à présent de nouvelles technologies plus économes en énergie et en produits de base. Cela aussi exige des investissements.

Voilà qui explique ces caractéristiques inédites et à première vue paradoxales de la crise présente : en dépit de la suraccumulation, de la baisse du taux de profit et de la récession, l'investissement reste à un niveau élevé et les prix continuent d'augmenter. Les raisonnements économiques traditionnels sont incapables de rendre compte de ce paradoxe qui ne devient compréhensible que si on prend en compte des facteurs physiques.

Le capital, dans ces conditions, rencontre inévitablement des difficultés à financer les investissements : il devient incapa-

ble d'assurer sa reproduction par ses propres moyens. La reproduction du capital industriel (c'est-à-dire, grosso modo, de l'appareil de production matérielle) ne peut plus être assurée que par un transfert de ressources prélevées sur la consommation : par des subventions de l'Etat à l'industrie. Mais cela signifie que le maintien du niveau de production n'est possible qu'au prix d'une réduction de la consommation : la reproduction du système coûte plus que dans le passé et, dans certaines branches, elle coûte plus qu'elle ne rapporte. Autrement dit, *l'industrie consomme plus que par le passé pour ses propres besoins* ; elle livre moins de produits que par le passé aux consommateurs finaux. Son efficacité a diminué, ses coûts physiques ont augmenté. C'est là que nous en sommes.

Rappelons l'enchaînement qui a conduit à cette situation :

— Dans un premier temps, la produc-

tion s'est faite de plus en plus gaspilleuse, c'est-à-dire destructive, pour éviter la crise de suraccumulation : elle a détruit à une cadence accélérée les ressources non renouvelables ; et elle a surconsommé des ressources en principe renouvelables (air, eau, forêts, sol, etc.) à un rythme tel qu'elles en sont devenues rares.

— Dans un deuxième temps, face à la raréfaction des ressources pillées, l'industrie a fait des efforts supplémentaires pour combattre par des productions accrues les raretés engendrées par une production accrue. Mais les productions qu'elle a développées à cette fin ne sont pas consommables pour les utilisateurs finaux : elles sont consommées par l'industrie elle-même.

Du point de vue du consommateur final, tout se passe ainsi comme si l'industrie devait produire davantage pour assurer un même niveau de consommation à la population. L'équilibre entre production et

consommation s'est déplacé au détriment de celle-ci. Le rendement du système baisse. Le changement des rapports de propriété (par nationalisations) est impuissant à remédier à cette baisse du rendement. Il peut, au plus, faciliter, pendant un temps limité, l'efficacité des transferts de la consommation vers l'investissement. *En aucun cas il ne peut relancer durablement la croissance de la consommation matérielle.* Car les obstacles à la croissance sont devenus physiques.

En résumé, nous avons affaire à une crise classique de suraccumulation compliquée par une crise de reproduction due, en dernière analyse, à la raréfaction de ressources naturelles. La solution à la crise ne peut plus être trouvée dans la croissance économique mais seulement dans une inversion de la logique capitaliste : celle-ci tend spontanément à la maximisation : créer le maximum de besoins pour les satisfaire par le maximum de biens et

services marchands, en réalisant le maximum de profit sur le flux maximal de matières et d'énergie. Or le lien entre « plus » et « mieux » est rompu. « Mieux », ce peut être « moins » : créer le *minimum* de besoins, les satisfaire par la *moindre* dépense possible de matières, d'énergie et de travail, en provoquant le *moins* possible de nuisances.

Cela est possible sans appauvrissement, ni aggravation des injustices, ni détérioration de la qualité de la vie, à condition d'attaquer la pauvreté à sa source : cette source n'est pas l'insuffisance de la production mais la nature des biens produits, le modèle de consommation qu'elle engendre et l'inégalité qui lui sert de ressort. C'est ce que j'essaierai de montrer de plus près dans les deux sections qui suivent.

V. *Quand la richesse rend pauvre*

Une vie plus riche n'est pas seulement compatible avec une réduction des quantités produites ; elle exige pareille réduction. Rien, sinon la logique capitaliste, ne nous empêche de fabriquer et de rendre accessibles à tous des vêtements, des ustensiles, des appareils électro-ménagers et des véhicules faciles à réparer, économes en énergie et qui durent toute une vie, en accroissant simultanément le temps libre et la quantité de biens d'usage dont une population dispose à un moment donné.

La corrélation possible entre « vivre

mieux » et « produire moins » semble déjà comprise par un large public :

— 53 % des Français accepteraient un freinage de la consommation et de la croissance, à condition qu'il aille de pair avec une nouvelle façon de vivre ;

— 68 % préféreraient des vêtements classiques et durables à ceux qui s'usent en une saison ;

— 75 % considèrent les emballages perdus et autres maxibouteilles comme un gaspillage stupide ;

— 78 % accueilleraient une soirée par semaine sans télévision comme une occasion bienvenue d'enfin se regarder et se parler en face⁵.

Dans les pays industriellement développés, la pauvreté n'a plus sa raison dans une insuffisance de la production mais dans la manière de produire et dans la na-

5. D'après une enquête Sofres réalisée pour *Elle* en mars 1974.

ture des produits. L'élimination de la pauvreté n'y suppose plus qu'on produise un plus grand volume de biens mais seulement qu'on produise autre chose et qu'on le produise autrement.

La *persistance* de la pauvreté dans les pays industriellement développés ne peut être attribués aux mêmes causes que *l'existence* de la pauvreté dans les pays dits pauvres. Alors que cette dernière peut être attribuée, le cas échéant, à des pénuries matérielles dont le développement des forces productives pourrait venir à bout (sous certaines conditions), la persistance de la pauvreté dans les pays riches doit être attribuée à un système social qui produit des pénuries en même temps que des richesses croissantes : la pauvreté est produite et reproduite à mesure que le niveau de consommation s'élève. Pour mieux comprendre le mécanisme de cette reproduction, il est utile de distinguer trois raisons de la pauvreté.

Remarque préalable. — La rareté de ressources matérielles n'est pas ressentie de la même manière quand ces ressources sont équitablement réparties que quand leur répartition est inégale. Marshall Sahlins⁶ a excellemment montré que pauvreté et équité sont exclusives l'une de l'autre : la rareté de ressources peut être cause de frugalité, de dénuement, de misère physiologique mais non de « pauvreté » quand les ressources sont également accessibles et distribuées à tous. La pauvreté signifie par définition *privation de jouissances accessibles à d'autres* : les riches. Pas plus qu'il n'y a de pauvres quand il n'y a pas de riches, pas plus il ne peut y avoir de riches quand il n'y a pas de pauvres : quand tout le monde est « riche » personne ne l'est ; de même quand tout le monde est « pauvre ». *A la différence de la misère, qui est insuffisance*

6. *Age de pierre, âge d'abondance*, Gallimard, 1976.

*de ressources nécessaires pour vivre, la pauvreté est par essence relative*⁷.

Après ces définitions, on peut distinguer trois causes de pauvreté.

1^o *L'accaparement*. — C'est la raison la plus commune de la pauvreté : les riches accaparent à leur avantage exclusif des ressources qui, sinon, seraient disponibles en quantités suffisantes. L'accaparement des terres et des sources d'eau est typique sous ce rapport : il *s'oppose* à une distribution de ressources suffisantes à tous. L'accaparement n'a pas sa raison dans la pénurie — qui n'en est que la conséquence — mais dans la domination d'une classe ou caste sur une autre.

2^o *L'accès réservé*. — Nous parlerons de réservation exclusive quand une mino-

7. Le terme de « paupérisation absolue », forgé par les traducteurs de Marx, est tout à fait impropre. Marx lui-même ne parlait pas de « paupérisation » (Verarmutung) mais d'« immisération » (Verelendung).

rité privilégiée se réserve l'accès à des ressources *naturelles* qui, en raison soit de leur rareté, soit de leur nature même, ne pourraient être réparties à tous ni leur devenir accessibles au même moment. Un exemple typique est l'institution de droits d'accès aux sites naturels qui seraient privés de tout agrément si la foule les « envahissait » ; ou encore l'institution de droits d'accès à des ressources naturelles comme le bon air, la lumière, le silence qui ne peuvent être préservés à un endroit déterminé que par la limitation de leur accès.

L'institution du droit d'accès se fait le plus souvent par l'industrialisation de l'accès⁸ : pour accéder à une plage, il faut louer une chambre à l'hôtel, y prendre un repas ou acheter une villa ; pour avoir de la lumière ou du silence, il faut louer ou

8. Elle peut aussi, comme en U.R.S.S. ou en Chine, se faire par la sélection politique des ayants droit.

acheter un logement qui sera cher en raison de la raréfaction de ces ressources, pourtant gratuites en elles-mêmes.

On remarquera que, cette fois, la réservation ne *crée* pas la rareté : celle-ci la précède. La réservation ne *s'oppose* pas une distribution équitable : elle préserve quelque chose qui, équitablement distribué, disparaîtrait, et dont la distribution équitable n'est donc pas possible. Mais cette préservation est assurée au profit exclusif d'une minorité dont elle fait la *richesse* et dont elle dénote la puissance.

L'exemple de la lumière et du silence montre la possibilité de principe de créer des riches, et par conséquent des pauvres, par raréfaction *artificielle* de ressources abondantes. La reproduction de la pauvreté a dans cette raréfaction artificielle l'un de ses ressorts : en détruisant, sans nécessité ni avantage pour personne, des ressources jusque là abondantes ; en instituant un droit d'accès à ce qui en reste ou

en industrialisant cet accès, la production destructive engendre de nouvelles formes de privilège et de pauvreté, et empêche l'élimination de celle-ci.

3° *La consommation distinctive.* — Nous appellerons distinctives des consommations de biens et services d'une valeur d'usage douteuse mais qui, par leur rareté et leur prix, désignent leur consommateur comme privilégié. Les consommations distinctives peuvent impliquer un accaparement mais tel n'est pas nécessairement le cas. L'usage du « Concorde », par exemple, implique de toute évidence un accaparement : cet avion a accaparé un nombre très élevé d'heures de travail qui, en principe, auraient pu être consacrées à des fins utiles à tous, et il accapare des quantités de carburant qui accélèrent la raréfaction du pétrole.

Le « Concorde » est toutefois une source de pauvreté indépendamment de l'accaparement de ressources sociales qu'il impli-

que : il reflète à tous l'inégalité des désirs et des pouvoirs. Le désir de voler à deux fois la vitesse du son pour gagner quatre heures entre Paris et Washington est avant tout désir de quelque chose d'exceptionnel qui désigne comme exceptionnellement importants et puissants les gens qui l'obtiennent. Ceux qui utilisent ce moyen de transport n'y recourent pas simplement pour l'agrément ou l'avantage qu'il leur procure (un avion subsonique est en fait plus confortable) mais pour faire valoir leur droit distinctif à un bien rare, réservé par essence aux puissants et aux privilégiés.

La consommation distinctive est le second ressort de la reproduction de la pauvreté. Lorsqu'un objet d'usage est largement répandu, il suffit de lancer un objet nouveau, initialement rare et cher en raison de sa seule nouveauté, pour que, indépendamment de toute supériorité du nouveau sur l'ancien, le riche trouve une occa-

sion de se distinguer comme riche et de rétablir la pauvreté du pauvre. C'est ce qu'Ivan Illich appelle la « modernisation de la pauvreté ».

L'élimination de la pauvreté dans les pays industrialisés ne sera donc jamais obtenue par un accroissement de la production. Elle suppose une réorientation de la production conforme aux critères suivants :

- les biens produits socialement doivent être accessibles à tous ;

- leur production ne doit pas être destructive de ressources naturellement abondantes ;

- ils doivent être conçus de manière que leur diffusion générale ne détruise pas leur valeur d'usage par les encombrements qu'elle produit.

Mais ce n'est pas tout. La réorientation de la production conformément à ces critères suppose une « révolution cultu-

relle » : la pauvreté ne disparaîtra que si disparaît l'inégalité des pouvoirs et des droits qui en est la source principale. En effet, la différenciation par la consommation n'est souvent plus que le *moyen* d'affirmer la hiérarchie sociale. A la limite, son seul et unique but est de constituer les autres en pauvres sans rien accaparer qui soit désirable en lui-même. C'est là le cas, par exemple, de la consommation de bijoux précieux ou d'articles de haute mode. Ces consommations distinctives ne procurent même plus une jouissance, un pouvoir ou un confort : elles manifestent simplement le *pouvoir* d'accéder à des choses qui ne sont pas à la portée de tous. La seule fonction de ces choses est de rendre l'inégalité sociale tangible.

Aussi l'égalité dans la consommation ne peut-elle être que le résultat, et non le levier, de l'égalité sociale. Elle a pour condition l'abolition de la hiérarchie. Si la hiérarchie des pouvoirs et des fonctions

subsiste, elle aura tôt fait de rétablir des inégalités matérielles et symboliques⁹. Si elle est abolie, les inégalités matérielles perdent leur signification sociale.

9. C'est le cas dans toutes les sociétés socialistes autoritaires.

VI. *Egalité et différence*

L'égalité matérielle cesse d'être une préoccupation majeure quand elle n'est pas le signe d'une stratification hiérarchique : la richesse matérielle n'est ni insultante ni appauvrissante pour les autres quand elle ne s'accompagne ni d'un privilège ni d'un pouvoir sur autrui. La pauvreté matérielle n'est pas humiliante quand elle procède d'un choix de se contenter de moins et non d'une relégation aux échelons inférieurs de la société.

La résistance que « l'homme de gauche » occidental oppose à ces vérités révèle à quel point son univers culturel et ses

valeurs de référence ont été uniformisés par les rapports marchands : l'inégalité, pour lui, ne signifie jamais « différence » mais classement hiérarchique selon qu'on a « plus » ou « moins ». Seule cette uniformisation des valeurs, des modes de vie et des buts individuels a permis d'étendre les rapports marchands et le salariat à tous les domaines de l'activité humaine. La concurrence, l'envie, la revendication au nom de l'égalité ou de la « justice sociale » ne sont possibles que dans un univers social homogène où les différences sont d'ordre purement quantitatif et donc mesurables. Les catégories du « plus » et du « moins » supposent un *continuum* socio-culturel dans lequel l'inégalité n'est conçue que comme une différence économique entre des individus principiellement égaux.

La fiction de cette égalité principielle est le fondement culturel du capitalisme : elle seule permet la compensation monétaire de toutes les différences et leur tra-

duction en inégalités de revenu. D'où, durant l'instauration de la domination bourgeoise, la répression féroce des minorités et des déviances culturelles qui, par leur attachement à la spécificité et à la différence de leurs valeurs, menaçaient l'unidimensionnalité du système socio-culturel nécessaire au règne de la marchandise. D'où aussi l'école universelle, dont nous savons maintenant que, par son uniformité même, elle favorise les plus favorisés. D'où la destruction par l'Etat d'éthiques (ou de « déontologies ») professionnelles spécifiques, que les membres d'une profession pourraient invoquer pour refuser la vente ou la location de leur savoir-faire.

Le sens et le contenu propres à toute activité se trouvent donc refoulés pour être remplacés par un « dédommagement » monétaire, c'est-à-dire par le droit d'accès aux consommations marchandes. Le montant de ce dédommagement devient le but déterminant de l'activité sociale : du tra-

vail. Celui-ci est vidé de tout contenu propre, réduit à une prestation mesurable par sa durée et acheté au travailleur comme une quelconque marchandise. C'est notre salaire qui détermine ce que nous valons, non notre activité qui, elle, est dépouillée de toute finalité autonome. C'est l'aliénation du travail qui assigne l'argent, le pouvoir d'acheter des marchandises, comme but principal aux individus.

Voilà qui permet de comprendre la poursuite permanente d'une égalisation toujours évanescence : chaque catégorie salariée poursuit le niveau de revenu de la catégorie immédiatement supérieure laquelle, à son tour, cherche à « rattraper » celle qui la précède. Passé un certain niveau de revenu, l'augmentation de celui-ci n'est pas demandée pour elle-même ni même pour les consommations supplémentaires qu'elle permettrait : elle signifie avant tout la demande que la société me reconnaisse les mêmes droits, la

même valeur sociale qu'à autrui. Dans une société fondée sur la rémunération inégale de travaux également dénués de sens, la revendication d'égalité est le ressort secret de l'escalade continue des revendications de consommation, de l'insatisfaction et de la concurrence sociales.

La stabilisation du niveau de consommation ne sera donc réalisable que lorsque

1° tous les travaux socialement nécessaires jouiront d'une égale reconnaissance (et rémunération) sociale ;

2° la possibilité sera donnée à tous de réaliser l'infinie diversité des capacités, désirs et goûts personnels grâce à une variété illimitée d'activités libres, individuelles ou collectives.

La réduction de la durée du travail social et la possibilité d'employer le temps libre à des activités productives sont les conditions du dépérissement des rapports marchands et de concurrence. La différence des niveaux de consommation et des

modes de vie cessera de signifier l'inégalité lorsqu'elle sera le résultat non plus des différences de rémunération mais des fins différentes que les individus et les groupes poursuivent durant leur temps libre.

VII. *Autogestion et hétérogestion sociales : la société civile et l'Etat*

La coupure entre production et consommation, vie de travail et « loisir » résulte de la destruction des capacités autonomes au profit de la division capitaliste du travail. Elle permet de perpétuer et d'étendre sans cesse la sphère des rapports marchands : le travailleur ayant été privé de toute possibilité de choisir le but et la nature de son travail salarié, la sphère de la liberté devient celle du non-travail. Toute activité créatrice ou productive de quelque portée sociale lui étant cependant interdite durant son temps libre, sa liberté est ré-

duite au choix entre des consommations et des divertissements passifs.

La destruction des capacités autonomes du travailleur ne résulte donc pas *seulement* de la parcellisation et de la déqualification des tâches introduites par « l'organisation scientifique du travail ». Il ne suffit pas de s'attaquer à celle-ci. La destruction des capacités autonomes s'opère déjà en amont de la division du travail, par la scolarisation.

L'Ecole enseigne avant toute chose qu'il y a pour toute question une autorité compétente et pour toute activité des spécialistes ; que « l'amateur » ne vaudra jamais le « professionnel » ; que « l'individu intégral » ou polyvalent ne sera jamais qu'un « dilettante » et un « touche-à-tout ». La socialisation scolaire des individus consiste à décourager l'autonomie et la polyvalence en faveur de « qualifications » scolaires (ou diplômes) dont le caractère essentiel est de ne pas avoir de

valeur d'usage pour celui qui les acquiert, mais seulement une valeur d'échange : vous ne pouvez rien faire *par* vous-même avec ce que l'Ecole vous enseigne ; vous pouvez seulement exercer vos qualifications scolaires pour le compte d'un tiers, en essayant de vous vendre sur le « marché du travail ».

L'Ecole ne nous apprend ni à parler une langue étrangère ou même notre propre langue ; ni à chanter ou à nous servir de nos mains et de nos pieds ; ni à nous alimenter sainement ; ni à nous débrouiller dans le maquis des institutions ; ni à prendre soin d'un malade ou d'un bébé. Si les gens ne chantent plus mais *achètent* des millions de disques où des professionnels chantent pour eux ; s'ils ne savent pas s'alimenter mais *paient* le médecin et l'industrie pharmaceutique pour se faire traiter contre les effets d'une alimentation malsaine ; s'ils ne savent pas élever leurs enfants mais *louent* les services de péu-ri-

cultrices « diplômées d'Etat » ; s'ils ne savent réparer ni un poste de T.S.F. ni un robinet, ni soigner une foulure, ni guérir sans médicaments d'une grippe, ni faire pousser une salade, etc., etc., c'est que l'Ecole a pour mission inavouée de livrer aux industries, au commerce, aux professions patentées et à l'Etat, des travailleurs, consommateurs, clients et administrés sur mesure.

La fonction institutionnelle dévolue à l'Ecole est de prolonger et de corroborer — et non pas de contre-carrer ou de corriger — l'action désintégratrice, infantilissante, déculturante de la société et de l'Etat. S'il existait une société civile éducative, c'est-à-dire sous-tendue par une culture vivante, l'Ecole ne pourrait avoir l'action qu'elle a ni être ce qu'elle est. Si elle est ce qu'elle est, c'est qu'elle participe du processus général par lequel le savoir, la culture, l'autonomie ont été expulsés du travail, des rapports des gens entre eux

et avec la nature, de l'espace habité et de la vie hors du travail, pour être concentrés dans des institutions spécialisées où, nécessairement, ils deviennent une spécialité institutionnelle.

Le chômage, c'est-à-dire l'impossibilité de produire à moins de travailler pour le compte d'un tiers, est la sanction la plus spectaculairement absurde d'un système social fondé sur l'hétérorégulation généralisée.

La destruction des capacités autonomes s'inscrit donc dans un processus, planifié ou non, tendant à assurer au capital (ou à l'Etat qui en prend le relais) la domination du travailleur dans son travail *et dans sa consommation* à la fois : en mettant les travailleurs dans l'impossibilité de produire, en famille ou en groupes élargis, rien de ce qu'ils consomment ou désirent, le capital (ou l'Etat) les contraint à satisfaire la totalité de leurs besoins par des consommations marchandes (c'est-à-dire par des

achats de biens et services produits institutionnellement) ; en même temps, *il s'assure le contrôle de ces consommations.*

Cette destruction des capacités autonomes et l'uniformisation culturelle qui en résulte, s'accompagnent nécessairement d'une destruction de la société civile par l'Etat. Par « société civile » il faut entendre le tissu des relations sociales que les individus établissent entre eux au sein de groupes ou de communautés qui ne doivent leur existence ni à la médiation ni à l'acte institutionnel de l'Etat ¹⁰ : ce sont toutes les relations fondées sur la réciprocité et le volontariat, non sur le droit et l'obligation juridique.

Ce sont, par exemple, les relations de coopération et d'entr'aide qui peuvent exister dans une commune, un quartier ou

10. Voir à ce sujet l'excellent ouvrage de Pierre Rosanvallon, *l'Age de l'autogestion*, Le Seuil, collection « P », 1976.

un immeuble ; la cohésion et la solidarité des anciennes cités ouvrières ¹¹ ; les associations volontaires et les coopératives créées par les gens eux-mêmes dans leur intérêt *commun* ; les rapports familiaux et les communautés domestiques élargies ; l'ensemble des échanges et des communications qui constitue ou constituait la « vie » locale ou de quartier.

Tout ce tissu de relations sociales auto-régulatrices et non institutionnelles est disloqué par la division sociale et territoriale du travail qui accompagne l'industrialisation : l'exode rural fait disparaître les communautés villageoises, grossit les banlieues, juxtapose des individus atomi-

11. Pour une comparaison entre l'ancienne cité ouvrière et la cité H.L.M. avec confort moderne, voir l'entretien avec un ouvrier des Batignolles relaté en 1971, in *Les Temps Modernes*, n^{os} 314-315 (septembre-octobre 1972), pp. 616-625. Ce document d'une qualité exceptionnelle fait partie d'une enquête réalisée par des étudiants de l'U.P. d'Architecture de Nantes.

sés dans des cités-dortoirs dont la configuration physique oppose des obstacles supplémentaires aux communications et aux échanges ; la longueur des trajets pour aller au travail accroît la fatigue ; l'encombrement des transports et des cités fait de « tous » cette pure quantité d'humanité anonyme qui fait obstacle, par sa densité, à la progression et au confort de chacun. Le travail lui-même est subi, l'ouvrier étant travaillé par la machine qu'il sert au lieu de se servir d'elle pour travailler la matière. Ce travail émousse ses facultés et atrophie ses capacités à produire par lui-même.

La fatigue, le manque de place, le manque de temps et de relations de voisinage font disparaître l'entr'aide mutuelle : des services marchands — éventuellement relayés par des services publics, des équipements collectifs et domestiques — assurent la fonction jadis remplie par la tante, les grands-parents ou les voisins.

Ce dépérissement de la société civile entraîne toujours un renforcement et un développement des activités institutionnelles de l'Etat. Les individus atomisés lui demandent de suppléer, par une prise en charge sociale de plus en plus complète, à la disparition de leur capacité à s'aider, à se protéger, à se soigner mutuellement et à élever eux-mêmes leurs enfants. Le développement de la prise en charge institutionnelle accélère à son tour la professionnalisation, la spécialisation et la division de toutes tâches, et donc le dépérissement de la société civile.

Ce déplacement de la société civile par l'Etat correspond, sur le plan politique, au remplacement de l'autorégulation par l'hétérorégulation. Ce que nous avons dit au sujet de la sélection naturelle s'applique ici aussi bien. L'hétérorégulation peut être plus efficace que l'autorégulation : la concentration de la production dans de grandes unités ; la planification centrale (par

la holding ou par l'Etat) ; la parcellisation des tâches et la quasi-militarisation de la main-d'œuvre qui s'ensuit, s'accompagnent jusqu'à un certain point au moins d'une efficacité croissante.

La concentration technique entraîne cependant inévitablement une concentration et une spécialisation géographiques. Celles-ci ont pour conséquence que chaque collectivité territoriale — quartier, bourg, ville, région — produit non plus en fonction de ses besoins propres mais pour les besoins complètement abstraits d'usagers lointains et anonymes. Personne ne consomme ce qu'il produit ni ne produit ce qu'il consomme. La production des grandes unités spécialisées est nécessairement hétéroréglée par le « marché », c'est-à-dire, en fait, par d'autres grandes unités (banques, courtiers, services de vente, administrations) spécialisées dans l'hétérorégulation.

Le gain d'efficacité a donc pour contre-

partie une prolifération bureaucratique qui est source de coûts, de rigidités, de retards, de centralisation du pouvoir et d'uniformisation des individus (puis, passé un certain point, de gaspillages, de déperditions d'énergie et de baisses d'efficacité). Le dépérissement de la société civile au profit de l'Etat amorce ainsi le dépérissement des libertés fondamentales et l'instauration d'une société pan-étatiste, plus ou moins militarisée : on a pris l'habitude d'appeler « totalitaire » ce genre de sociétés parce que l'Etat y a totalement évincé la société civile et est devenu « Etat total » ¹².

Nous avons virtuellement atteint ce stade. Aucune action d'intérêt local ou professionnel, social ou culturel ne peut être entreprise par les intéressés eux-mêmes — fussent-ils habitants d'un même immeuble — en dehors d'interventions, d'auto-

12. C'est le national-socialisme qui, le premier, s'est proclamé « der totale Staat ».

risations, de réglementations ou de dérogations d'une « autorité compétente ». Aucune initiative ne peut s'exercer d'en bas sans la désignation d'un responsable, responsable non pas envers ses prochains mais devant la Loi. Aucun travail ne peut être *fait* ou entrepris s'il n'est pas *donné*, c'est-à-dire prédéterminé dans sa nature et son but hétéronome par un « employeur » institutionnel. Aucune association volontaire ne peut se former sans que l'institution ne lui demande des comptes et sans que les partis politiques ne l'accusent soit de briser leur monopole, soit de ne pas se placer dans leur orbite.

Défini dans ses besoins par un ensemble d'institutions, de professions, de prescriptions et de droits, le citoyen est sollicité à se conduire en consommateur, usager et ayant-droit d'un ensemble de prestations, d'équipements et de prises en charge. Il ne consomme plus les biens et services dont il *éprouve* le besoin *autonome* mais

ceux qui correspondent aux besoins hétéronomes que lui découvrent les experts professionnels d'institutions spécialisées ¹³.

La concurrence entre partis politiques porte essentiellement sur le mode et l'étendue de la prise en charge institutionnelle de besoins institutionnellement déterminés. Le citoyen est défini de la sorte comme le consommateur de politiques élaborées et exécutées par « ceux d'en haut » : il peut choisir entre les partis de la même manière qu'entre les marques de lessive. Qu'il refuse ce choix, il sera accusé d'« apolitisme ». Découragé de rien faire ou tenter pour, en association avec les autres, façonner selon ses désirs, par lui-même, sa manière de travailler, d'habiter, de produire, de circuler, de consommer, de vivre, il est encouragé en revanche à souhaiter que de

13. C'est là une idée que j'emprunte à Ivan Illich, qui la développe dans *The Age of Professional Dominance*. William Klein illustre une idée voisine dans son film *le Couple modèle*.

nouvelles sollicitudes d'en haut viennent combler les derniers espaces laissés à son initiative.

Surajoutée à cette tendance de fond, l'autogestion des municipalités et des entreprises n'est pas en mesure de contre-carrer ou d'inverser l'évolution vers le pan-étatisme. Il faudrait que, simultanément, leur dimension et leur fonctionnement, leur production et leur organisation ouvrent, dans les entreprises et les communes, de nouveaux espaces de liberté qui permettent à l'autogestion de porter sur le *quoi* et pas seulement sur le *comment*.

L'autogestion d'unités hétéroréglées est un non-sens ou une mystification. Pareille « autogestion » est nécessairement instituée par l'Etat lui-même et donc étatisée avant même d'avoir existé de façon autonome. Elle ne peut aucunement supprimer ni même modifier les aléas et les contraintes d'une hétérorégulation que rendent nécessaire la dimension des unités économi-

ques ainsi que la complexité de leurs flux physiques et financiers.

L'autogestion d'une grande ville vouée à la monoproduction de tôles ou de pneumatiques — et donc dépendante d'aléas conjoncturels échappant à sa prise — est une proposition aussi vide de sens que l'autogestion du trust — ou, pire encore : de la filiale — qui monopolise sa main-d'œuvre.

L'autogestion suppose nécessairement des unités économiques et sociales assez petites pour que leurs activités productives, mais aussi la répartition et la définition de leurs tâches, puissent assurer à une même communauté territoriale la diversité de capacités et de talents ; la richesse des échanges humains ; la possibilité d'ajuster une partie au moins des productions aux besoins et aux désirs locaux ; et donc un minimum d'autarcie locale.

Bref, l'autogestion suppose des outils susceptibles d'être autogérés. Ces outils

sont techniquement possibles. Il n'est pas question de retourner à l'artisanat, à l'économie villageoise et au Moyen Age, mais de subordonner les techniques industrielles à l'extension continue des autonomies individuelles et communautaires, au lieu de subordonner ces autonomies à l'extension continue des techniques industrielles¹⁴. Selon la formule d'Ivan Illich, « la valeur de l'outillage global dépend de son aptitude à intégrer les programmes de production hétéronomes aux actions spontanées et personnelles des gens ».

14. C'est là précisément ce qu'entendait Ivan Illich dans l'admirable chapitre III de *Némésis médicale* (principalement pp. 89 à 97), intitulé « les deux dimensions de la contreproductivité industrielle ». Illich y reprend et développe l'idée (déjà contenue dans *la Convivialité*) de synergie entre les productions autonome et hétéronome : cette synergie existe quand le produit industriel (par exemple la bicyclette, le téléphone, le poste à transistors, les vidéo-cassettes, etc.) facilite le développement d'activités autonomes.

La redéfinition de l'outillage global et son redéploiement supposent évidemment une refonte des institutions et de l'Etat. Il ne peut être question d'abolir celui-ci d'un coup mais seulement de le faire dépérir au profit d'une expansion de la société civile ¹⁵.

Contre les tendances pan-étatistes de la droite aussi bien que de la gauche classique, l'écologisme incarne la révolte de la société civile et le mouvement de sa reconstruction.

15. Voir à ce sujet Pierre Rosanvallon, *op. cit.*, ainsi que l'Annexe au *Deuxième Retour de Chine* par Claudie et Jacques Broyelle et Evelyne Tschirhart, Le Seuil, 1977.

VIII. *Sept thèses en guise de conclusion*

Les analyses partielles qui forment cet essai ont permis d'aboutir à quelques conclusions. Je vais essayer de les énoncer succinctement sous forme de thèses, puis de leur donner une illustration utopique.

1. La crise actuelle du capitalisme a pour causes un surdéveloppement de capacités de production et la destructivité, génératrice de raretés insurmontables, des techniques employées. Cette crise ne peut être dépassée que par un mode de production nouveau qui, rompant avec la rationalité économique, se fonde sur le mé-

nagement des ressources renouvelables, la consommation décroissante d'énergie et de matières.

2. Le dépassement de la rationalité économique et la décroissance des consommations matérielles peuvent être réalisés par l'hétérorégulation technofasciste aussi bien que par l'autorégulation conviviale. Le technofascisme ne sera évité que par une expansion de la société civile qui, à son tour, suppose la mise en place de techniques et d'outils permettant une souveraineté croissante des communautés de base.

3. Le lien entre « plus » et « mieux » est rompu. « Mieux » peut être obtenu avec moins. On peut vivre mieux en travaillant et consommant moins, à condition de produire des choses plus durables qui n'engendrent ni nuisances ni raretés insurmontables dès lors que tous y accèdent. *Seul*

mérite d'être produit socialement ce qui reste bon pour chacun quand tous en jouissent — et inversement.

4. La pauvreté dans les pays riches a pour cause non pas l'insuffisance des productions mais la nature des biens produits, la manière de les produire et de les répartir. La pauvreté ne sera supprimée que si on cesse de produire *socialement*¹⁶ des richesses rares, c'est-à-dire réservées et exclusives par essence. *Seul mérite d'être produit socialement ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne.*

5. Le chômage dans les sociétés riches reflète la diminution du temps de travail

16. Une production est dite sociale quand elle est assurée par des travailleurs *salariés* pour le compte d'une institution (entreprise ou administration). Le travail d'un domestique n'est pas social, quoique salarié ; ni les productions que des ouvriers pourraient réaliser pour leur propre compte sur les machines de « leur » atelier.

socialement nécessaire. Il montre que tous pourraient travailler beaucoup moins à condition que tous travaillent. L'égale reconnaissance et rémunération sociale de tous les travaux socialement nécessaires est la condition à la fois de la suppression de la pauvreté et de la répartition du travail sur tous ceux qui y sont aptes.

6. Le travail social étant limité aux productions socialement nécessaires, la réduction du temps de travail pourra aller de pair avec l'expansion des activités autogérées et libres. En plus du nécessaire qui leur est assuré par la production sociale, les individus pourront créer durant leur temps libre, seuls ou collectivement, tout le superflu qui leur paraît désirable. La production d'une variété illimitée de biens et services dans les ateliers et coopératives de voisinage assurera l'expansion de la sphère de la liberté et le dépérissement des rapports marchands ; l'expansion de la

société civile et le dépérissement de l'Etat.

7. L'uniformité du modèle de consommation et de vie disparaîtra en même temps que les inégalités sociales. Les individus et les communautés se différencieront et diversifieront leurs styles de vie au-delà de ce qui est aujourd'hui imaginable. Leurs différences seront toutefois le résultat des emplois différents qu'ils feront de leur temps libre et non de l'inégalité des rémunérations sociales et des pouvoirs. Le déploiement des capacités autonomes durant le temps libre sera la seule source des différences et des richesses.

Pour illustrer ces thèses, voici une utopie parmi d'autres possibles. Les thèses ci-dessus peuvent recevoir des traductions différentes de celle qui est ici suggérée. Elle n'a d'autre but que de libérer l'imagination quant à ce qu'il est possible de faire pour changer la vie.

UNE UTOPIE POSSIBLE PARMI D'AUTRES

Quand ils se réveillèrent ce matin-là, les Français se demandèrent quels nouveaux bouleversements les attendaient. Depuis les élections et en attendant la passation des pouvoirs, les occupations d'entreprises s'étaient multipliées. Aux jeunes chômeurs qui, depuis deux ans, s'étaient mis à occuper des usines fermées pour y organiser la « production sauvage » de toute sorte d'articles d'usage, des ouvriers licenciés, des retraités et des écoliers étaient venus se joindre en nombre croissant. Des immeubles vides avaient été transformés en communes, en coopératives de production ou en « écoles sauvages ». Dans les écoles, les écoliers s'étaient mis à importer leurs nouveaux savoirs et, avec ou sans la coopération des enseignants, à installer des élevages de lapins, de carpes, de truites ainsi que des machines à travailler le métal et le bois.

Ceux qui voulaient se rendre au travail,

en ce lendemain de passation des pouvoirs, eurent une première surprise : durant la nuit, des lignes blanches avaient été peintes, dans toutes les grandes villes, sur la chaussée de toutes les grandes artères. Celles-ci avaient désormais leur couloir de circulation réservé aux autobus tandis que les rues parallèles étaient dotées de couloirs pour les cyclistes et les cyclomotoristes. Aux portes des villes, des centaines de deux-roues se trouvaient à la disposition du public et des files de cars bleus de la gendarmerie et de la police suppléaient les autobus. Il n'y avait ni vente ni contrôle des titres de transport.

A midi, le gouvernement fit savoir qu'il avait décidé la gratuité des transports et l'interdiction progressive, échelonnée sur douze mois, de la circulation des voitures particulières dans les villes. Sept cent lignes de tramway allaient être créées ou rouvertes dans les principales agglomérations, et vingt-six mille autobus construits

dans les douze mois. La T.V.A. sur les bicyclettes et les cyclomoteurs était supprimée, leur baisse de 20 % étant immédiate.

Le soir, le président de la République et le Premier ministre expliquèrent le dessein d'ensemble dans lequel s'inscrivaient ces mesures. Depuis 1972, dit le président, le produit national brut français avait atteint, par habitant, un niveau proche du niveau américain : la différence se situait entre 5 et 12 %, selon les fluctuations du franc, notoirement sous-évalué. « Oui, Françaises et Français, nous avons presque rattrapé l'Amérique », insista le président. Et il ajouta : « Eh bien, nous n'avons pas lieu d'en être fiers. »

Le président rappella l'époque où le niveau de vie américain semblait aux Français un rêve hors d'atteinte. Il y a dix ans seulement, rappela-t-il, des hommes de progrès soutenaient que le jour où les ouvriers français auraient des salaires américains, c'en serait fait de la contestation

anticapitaliste et des mouvements révolutionnaires. Ils s'étaient lourdement trompés, nota le président. Une forte proportion d'ouvriers et d'employés français avaient maintenant des salaires de niveau américain sans que cela empêchât leur radicalisation :

« Au contraire. Car en France, comme aux Etats-Unis, nous payons de plus en plus cher un bien-être de plus en plus douteux. Nous faisons l'expérience des coûts croissants pour des satisfactions décroissantes. L'expansion économique ne nous a apporté ni plus d'équité ni plus de détente et de joie de vivre. J'estime que nous avons fait fausse route et qu'il nous faut changer de cap. »

Le gouvernement avait donc élaboré un programme pour « une autre croissance et une autre économie, avec d'autres structures ». La philosophie de ce programme, remarqua le président, tenait en trois points fondamentaux :

1. « Nous allons travailler moins. »
Jusqu'ici, le but de l'activité économique avait été d'accroître le capital afin d'accroître la production et les ventes afin d'accroître les profits lesquels, réinvestis, permettraient d'accroître le capital et ainsi de suite. Mais pareil processus est nécessairement fini. Passé un certain point, il ne peut continuer que s'il détruit ses surplus croissants. « Nous avons atteint ce point, dit le président. Ce n'est qu'en gaspillant notre peine et nos ressources que nous avons pu réaliser dans le passé un semblant de plein-emploi des capacités productives et des hommes. »

A l'avenir, il s'agirait donc de travailler moins, mieux et autrement. Le Premier ministre présenterait des propositions dans ce sens. Sans attendre, le président tenait cependant à affirmer le principe suivant : « Tout adulte aura droit à tout le nécessaire, qu'il occupe ou non un emploi. » Car, lorsque l'appareil de production at-

teint une efficacité technique telle qu'une fraction de la force de travail disponible suffit à couvrir tous les besoins de la population, « il n'est plus possible de faire dépendre le droit à un plein revenu de l'occupation d'un emploi à plein temps ». Nous avons, conclut le président, gagné « le droit au travail libre et au temps libre ».

2. « Nous allons consommer mieux. » *Jusqu'ici, les produits étaient conçus pour procurer le plus grand profit possible aux firmes qui les fabriquaient. « Désormais, dit le président, ils seront conçus pour apporter les plus grandes satisfactions possible à ceux qui les utilisent comme à ceux qui les produisent. »*

A cette fin, les entreprises dominantes de chaque branche allaient devenir propriété sociale. Les entreprises auront pour tâche de fournir dans chaque domaine un nombre réduit de modèles standards, de

qualité égale, en quantités suffisantes pour couvrir les besoins de tous. La conception de ces modèles obéirait à quatre critères fondamentaux : durabilité, facilité de réparation, agrément du processus de fabrication, non-pollution.

La durabilité des produits, exprimée en nombre d'heures d'usage, figurerait obligatoirement à côté du prix. « Nous devons prévoir une très vive demande étrangère pour ces produits, remarqua le président, car ils seront uniques au monde. »

3. *« Nous intégrerons la culture dans la vie quotidienne de tous. » Jusqu'ici, le développement de l'école était allé de pair avec celui de l'incompétence généralisée.*

C'est ainsi, dit le président, que nous avons désappris d'élever nos enfants, de cuisiner nos plats et de chanter nos chansons. Des salariés nous fournissent nos mets et nos chansons en conserve. « Nous en sommes arrivés au point, remarqua le

président, où les parents estiment que des professionnels diplômés d'Etat sont seuls qualifiés pour élever valablement leurs enfants. » Ensuite nous chargeons des amuseurs professionnels de meubler électroniquement le temps que nous avons gagné, tout en récriminant contre la mauvaise qualité des biens et services que nous consommons.

Il était urgent, dit le président, que les individus et les groupes reprennent le pouvoir sur l'organisation de leur existence, de leur milieu de vie et de leurs échanges. « La reconquête et l'extension des autonomies individuelle et communautaire est notre seule chance d'éviter la dictature des appareils d'Etat. »

Le président céda alors la parole au Premier ministre pour l'exposé du programme de changements. Le Premier ministre commença par lire une liste de vingt-neuf entreprises ou firmes dont il deman-

dait la socialisation. Plus de la moitié se situaient dans le secteur des biens de consommation, car il s'agissait de donner un début d'application immédiat aux principes « travailler moins » et « consommer mieux ».

Pour la concrétisation de ces principes, dit le Premier ministre, il fallait s'en remettre aux travailleurs eux-mêmes : il leur appartenait de se réunir en assemblées générales et en groupes de travail spécialisés, selon la méthode, mise au point chez Lip, de la division du travail d'élaboration et de la prise en commun de toutes les décisions. Les travailleurs devaient se donner un mois, estimait le Premier ministre, pour définir, avec le concours de conseillers extérieurs et de comités d'usagers, une gamme réduite de modèles, des normes de qualité et des objectifs de production. Une nouvelle méthode de gestion avait déjà été mise au point par une équipe semi-clandestine de l'I.N.S.E.E.

Pendant ce mois à venir, dit le Premier ministre, la production ne serait assurée que l'après-midi, le matin servant à l'élaboration collective. Le but que devaient se fixer les travailleurs était de couvrir par leur production tous les besoins d'articles de première nécessité, tout en réduisant la durée hebdomadaire du travail à vingt-quatre heures. Les effectifs devraient évidemment être augmentés. Les femmes et les hommes prêts à s'embaucher ne manqueraient pas.

Les travailleurs, remarqua le Premier ministre, seraient d'ailleurs libres de s'organiser de manière que chacun puisse travailler tantôt plus, tantôt moins de vingt-quatre heures dans la même entreprise ; ils seraient libres d'occuper pendant certaines périodes deux ou trois emplois simultanés à temps partiel, ou de travailler dans l'agriculture vers la fin de l'été, dans le bâtiment au printemps, bref d'apprendre

et d'exercer de pair plusieurs métiers. Il leur appartiendrait de mettre sur pied à cette fin une bourse aux échanges d'emplois, étant entendu que les vingt-quatre heures hebdomadaires payées deux mille francs par mois devraient être prises pour base moyenne.

Deux personnes, dit le Premier ministre, devront pouvoir vivre très décemment avec deux mille francs par mois, compte tenu des facilités et services collectifs à leur disposition. Mais nul ne sera tenu de se restreindre : « Le luxe ne sera pas prohibé. Il devra toutefois être gagné par le travail. » Le Premier ministre donna à cet égard les exemples suivants : une résidence secondaire représente environ trois mille heures de travail. Celui qui voudra en acheter une devra travailler, en plus de ses vingt-quatre heures hebdomadaires, trois mille heures dans les métiers ou industries du bâtiment, dont mille heures au moins devront être fournies par avance. D'autres

objets classés comme non nécessaires tels que les voitures individuelles (qui représentent environ six cents heures de travail), pourront être acquis selon le même principe. « L'argent ne donne pas de droits, remarqua le Premier ministre. Il nous faut apprendre à évaluer le prix des choses en heures de travail. » Ce prix-travail, ajouta le Premier ministre, décroîtra rapidement. Ainsi, contre cinq cents heures de travail, on pourra, bientôt, se procurer tous les éléments permettant à des profanes un peu bricoleurs de se construire eux-mêmes, en quinze cents heures, une grande variété d'habitations « en dur ».

Le but, précisa-t-il, devait être de supprimer progressivement la production et les échanges marchands en déconcentrant et miniaturisant les unités de production de telle manière que chaque communauté de base produise au moins la moitié de ce qu'elle consomme. Car la source de tous les gâchis et de toutes les frustrations, nota le

Premier ministre, était que « personne ne consomme ce qu'il produit ni ne produit ce qu'il consomme ».

Pour faire un premier pas dans la nouvelle direction, le gouvernement avait obtenu de l'industrie du cycle que sa production fût immédiatement augmentée de 30 % mais que la moitié des cycles et cyclomoteurs fût livrée en « kits » pour être montés par les utilisateurs eux-mêmes. Des modes d'emploi détaillés avaient été imprimés. Des bancs de montage, avec tout l'outillage nécessaire, seraient installés sans délai dans les mairies, les écoles, les commissariats, les casernes, les parcs et parkings publics... Le Premier ministre exprima le vœu qu'à l'avenir les communautés de base développent ce genre d'initiative : chaque quartier, chaque ville, voire chaque grand immeuble, devait se doter de ses ateliers de création et de production libre où les gens, durant leurs loisirs, pro-

duiront selon leur désir, avec une gamme d'outils de plus en plus perfectionnés, y compris le vidéo et la télévision en circuit fermé. La semaine de vingt-quatre heures et la garantie de ressources permettraient aux gens de s'organiser entre eux pour se rendre des services (garde d'enfants, aide aux vieillards, transmission de connaissances) et acquérir, en commun, les équipements collectifs désirables. « Cessez de demander à tout propos : « Que fait le gouvernement ? » s'exclama le Premier ministre. Le gouvernement a pour vocation d'abdiquer entre les mains du peuple. »

La clef de voûte de la nouvelle société, poursuivit le Premier ministre, était la refonte de l'éducation. Il était indispensable que, durant leur scolarité, tous les enfants se familiarisent avec le travail de la terre, du métal, du bois, des étoffes et de la pierre et qu'ils apprennent l'histoire et les scien-

ces, les mathématiques et la littérature en liaison avec ces activités.

Après sa scolarité obligatoire, poursuivra le Premier ministre, chacun mènera de pair, pendant cinq ans, vingt heures de travail social, donnant droit à un plein revenu, et les études ou apprentissages de son choix. Le travail social devra être effectué dans un ou plusieurs des quatre secteurs suivants : agriculture ; sidérurgie et mines ; bâtiment, travaux publics et hygiène publique ; soins aux malades, aux vieillards et aux enfants.

Aucun étudiant-travailleur, précisa le Premier ministre, ne serait tenu d'exécuter pendant plus de trois mois d'affilée les tâches les plus ingrates, comme celles d'éboueur, d'ouvrier hospitalier, de manœuvre. En revanche, chacun, jusqu'à l'âge de quarante-cinq ans, assumerait ces tâches pendant douze jours par an en moyenne. « Il n'y aura plus dans ce pays ni nababs ni parias », s'exclama le Premier

ministre. Six cent quatre-vingts centres pluridisciplinaires d'auto-enseignement et d'auto-apprentissage, ouverts à tous jour et nuit, se trouveraient, dans les deux ans, à la portée des villages les plus reculés, afin que nul ne fût enfermé dans un métier contre son gré.

Durant leur dernière année de travail-éducation, il appartiendrait aux étudiants-travailleurs de se grouper en petites équipes autonomes pour réaliser de bout en bout une initiative originale, qu'ils auraient discutée au préalable avec leur communauté locale. Le Premier ministre exprima l'espoir que beaucoup d'initiatives tendraient à redonner vie aux régions désertées du centre de la France et à y réintroduire une agriculture respectueuse de l'écosystème. Beaucoup de gens, dit-il, s'inquiétaient de ce que la France dépendît de l'étranger pour son carburant auto et son fuel industriel, alors qu'il était bien plus grave de la voir dépendre du soja amé-

ricain pour son bifteck et de la pétrochimie pour ses céréales et ses légumes.

« La défense du territoire exige d'abord son occupation, dit le Premier ministre. La souveraineté nationale dépend d'abord de notre capacité à savoir nous nourrir nous-mêmes. » C'est pourquoi le gouvernement mettrait tout en œuvre pour inciter cent mille personnes par an à s'établir dans les régions en voie d'abandon afin d'y réintroduire et d'y perfectionner la culture et l'élevage biologiques ainsi que les technologies « douces ». Toute l'aide scientifique et matérielle désirable serait accordée pendant cinq ans aux nouvelles communautés rurales. Celles-ci feraient davantage pour combattre la faim dans le monde que les exportations de centrales nucléaires et de fabriques d'insecticides.

Le Premier ministre conclut que, pour favoriser l'imagination et les échanges d'idées, la télévision ne fonctionnerait plus le vendredi et le samedi.

TABLE

I. Le réalisme écologique	11
II. Economie politique et écologie : Marx et Illich	19
III. Ecologisme et autogestion ..	28
IV. Ecologie et crise du capitalisme	37
<i>a)</i> La crise de suraccumulation	39
<i>b)</i> La crise de reproduction .	47
V. Quand la richesse rend pauvre	56
VI. Egalité et différence	68

VII. Autorégulation et hétérorégulation sociales : la société civile et l'Etat	74
VIII. Sept thèses, une utopie	91

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 29 AVRIL 1977
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
CORBIÈRE ET JUGAIN A ALENÇON (ORNE)
N° D'ÉDITEUR : 79

870 047

[illegible]

HD 83 .G668 1977

Gorz, André.

Ecologie et liberté / Michel B

010101 000



0 1999 0002282 3

TRENT UNIVERSITY

HD83 .G668 1977

UTLAS

Gorz, André

Écologie et liberté

=

=

—

—

893962

Le socialisme ne vaut pas mieux que le capitalisme s'il se sert des mêmes outils. Il n'est pas immunisé contre le technofascisme. Il risque d'y basculer d'autant plus facilement qu'il perfectionnera les pouvoirs d'État sans favoriser en même temps l'autonomie des communautés et des personnes. L'expansion de cette autonomie est au centre de l'exigence écologique. Elle est une dimension essentielle de la lutte anticapitaliste. Contre les tendances pan-étatistes de la droite aussi bien que de la gauche classique, l'écologisme incarne la révolte de la société civile et le mouvement de sa reconstruction.

